



Page d'accueil

**PUBLICATIONS
DU SYNDICAT
Quand les profs...
COURRIEL
Quand les profs...**

**VIE ASSOCIATIVE
Bureau exécutif
Adhésion
Structure et
représentation
Assemblée
générale
Statuts et
règlements**

ACTIVITÉS
- Environnement
- Précarité
- QVT
- LGBT et alliés
- Perfectionnement
- Solidarité
- CÉ
- CA

**Documents et
dossiers**

LIENS
Conseil central
FNEEQ-CSN
Coalition-cégeps
CSN
Fondation
SOS Parc Orford

Rédaction: Clermont Olivier et Catherine
Ladouceur
Secrétariat: Luc Loignon

Le lundi 12 mai 2008

Pour imprimer

Sommaire

- Primes et bonis des cadres du Cégep
- Enseigner en roulottes sur une plage élargie
- Nous les profs : portrait des profs
- Salaire moyen : 53 \$ en 25 ans
- Parlant fric : prochaine hausse de salaire
- Opération CA
- Calendrier scolaire : bis et re-bis-bis
- Projet « La Tribune 2008-2009 »
- Info-assurance FNEEQ (CSN)

Primes et bonis des cadres du Cégep

La direction du Cégep refuse de dévoiler les noms des récipiendaires des primes 2007-2008. Rappelons que ce sont 31 997 \$ qui ont été distribués à sept cadres méritants.

La pratique est légale et conforme aux normes administratives. Cependant, est-elle légitime ? Là est toute la question, tout le débat. À plusieurs reprises, nous avons dénoncé la situation à l'instar de nos collègues professionnels et nos collègues du personnel de soutien. Le Cégep persiste et signe. Pour tout savoir sur le dossier et sur les salaires des cadres, voir le dossier Primes et bonis.

Enseigner en roulottes sur une plage élargie

Ceci n'est pas un projet de vacances ! Il s'agit plutôt du dernier projet des gestionnaires de l'établissement. La problématique : de plus en plus d'élèves (il faut s'en réjouir)... de moins en moins d'espace !

Cependant, ces questions se posent sur les solutions retenues :

- Les locaux actuels sont-ils utilisés de façon optimale ?
- Les prévisions d'effectifs scolaires sont-elles réalistes ?
- Pouvons-nous quantifier plus précisément les besoins ?

Ces questions sont d'autant plus pertinentes dans le contexte où la Commission scolaire désembauche, où l'Université de Sherbrooke dresse de

sombres scénarios d'avenir et où le ministère appréhende une baisse de clientèle à compter de 2011.

Une diminution de la clientèle est anticipée au Cégep

Les analyses concernant un agrandissement se poursuivent

La Tribune, 1er mai 2008

SHERBROOKE — Les prévisions d'effectifs du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) prévoient une baisse de clientèle du Cégep de Sherbrooke à compter de 2011, peut-on voir dans un document du Ministère qui établit des prévisions pour les institutions collégiales entre 2006 et 2015.

En ce qui concerne un possible agrandissement du Cégep, les analyses se poursuivent mais aucune décision n'a encore été prise, souligne Stéphanie Tremblay, responsable des relations avec la presse au MELS. Le MELS a d'abord demandé au Cégep de Sherbrooke de modifier à la hausse la plage horaire des cours. «C'est la première proposition soumise pour maximiser l'utilisation des locaux», souligne Mme Tremblay.

Connaissant une importante

hausse de clientèle, le Cégep de Sherbrooke utilisera des unités modulaires mobiles afin d'accueillir tous ses étudiants à compter de la prochaine rentrée scolaire. Il amorce aussi une consultation sur une extension de sa plage horaire. La direction souhaite à moyen terme pouvoir agrandir l'établissement.

La présidente du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke, Catherine Ladouceur, souligne que le syndicat suivra le dossier de près. La direction, dit-elle, a clairement promis que le personnel sera consulté sur la question de la modification des horaires. Quant aux unités utilisées, la direction leur a souligné qu'il s'agit de mesures temporaires, souligne-t-elle.

— Isabelle Pion

Quant aux réaménagements de la plage horaire qui seraient une commande de la ministre Courchesne, il faudrait en connaître les effets sur les besoins en locaux. Nous aurons un an pour en voir les tenants et aboutissants.

Nous les profs : portrait de famille

Qui sont les professeurs du Cégep de Sherbrooke ? Hommes ou femmes; jeunes et moins jeunes; précaires et permanents; etc.

En février 2000, Élise Tétreault publiait un premier «portrait de famille». En mai 2005, nous publions une seconde étude qui constatait une évidence: nous sommes entrés dans une phase importante de renouvellement des enseignants.

Sans refaire cette analyse en profondeur, notons les données en mai 2007 et en mai 2008:

	2008	2007
ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS	603	593
- Femmes	308	296
- Hommes	295	297
ETC (équivalent temps complet)	462	455
PERMANENTS	383	373
- Femmes	189	186
- Hommes	194	187
NON-PERMANENTS	220	220
- Femmes	114	109
- Hommes	106	111
ÂGE MOYEN (ans)	44,7	44,4
- Femmes	44,0	43,4
- Hommes	45,5	45,3

Salaire moyen : 53 \$ en 25 ans

Statistiques Canada révélait (ce que plusieurs savaient intuitivement) que les travailleurs canadiens n'avaient pas bénéficié des retombées de la croissance économique au Canada.

Plus que jamais, « les riches sont plus riches » et « les pauvres sont plus pauvres ». Et ceci n'est pas une affirmation d'un vieux professeur marxologue, mais plutôt la seule interprétation possible des données de Statistiques Canada.

Même si certains médias manipulent l'opinion publique afin que celle-ci affirme « que les syndicats sont trop forts », il y a une marge entre discours et réalité.

- Le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de 53 \$ en 25 ans, *Le Devoir*, 2 mai 2008.
- 53 piasses, *Le Devoir*, 5 mai 2008.

Parlant fric : prochaine hausse de salaire

Sortez vos agendas, notez en caractères gras que votre prochaine hausse de salaire aura lieu sur votre première paie de l'année 2008-2009, soit le 28 août 2008. Cette hausse voit les échelles salariales augmenter de 2%. Voir votre nouveau salaire.

Opération CA

L'opération pour la valorisation de la profession enseignante poursuit son cours dans le réseau des Cégeps. Pour un état de situation, vous pouvez consulter le bulletin de liaison. À ce jour, près de 50% des conseils d'administration ont pris position. À suivre...



Lors de la conférence de presse tenue le 1er avril à Montréal,

on aperçoit Jean Trudelle, vice-président de la FNEEQ,
Jean-Claude Drapeau, président de la FAC, Ronald Cameron,
président de la FNEEQ (CSN) et Mario Beauchemin, président de
la FEC (CSQ).

Calendrier scolaire : bis et re-bis-bis

Une direction à l'écoute des enseignant-e-s... Au moment de quitter les fonctions de secrétaire du Syndicat, un petit ménage dans mes dossiers m'amenait à relire d'anciennes correspondances. Curieux, quand même, comment les problèmes non résolus poursuivent les organisations comme les individus... C'était il y a 19 ans... Nos étudiant-e-s actuels n'étaient pas encore né-e-s !

Projet « *La Tribune* 2008-2009 »

Le projet de distribution du journal *La Tribune* en nos murs est un projet conjoint. En effet, le Cégep et le SPECS participent au montage financier permettant la réalisation du projet (Lire « La lecture au quotidien » paru en décembre 2007 dans *Perspectives-CSN*).

Nous aurons à la rentrée à évaluer la poursuite de notre engagement. Cette année, notre engagement financier s'élevait à 2500 \$ alors que le Cégep y mettait 4500 \$. En contrepartie, *La Tribune* nous ouvrait ses pages pour la diffusion de deux publicités.

Afin d'évaluer l'ensemble du projet, nous aimerions connaître vos commentaires et observations, et de façon particulière, si vous utilisez le journal en classe. Votre collaboration est précieuse !



Info-assurance FNEEQ (CSN)

À tous les membres,

Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'à la suite d'une décision du comité fédéral d'assurances et régimes de retraite (CFARR), tous les adhérents à la police d'assurance 1008-1010 bénéficient d'un congé total de primes sur les quatre paies de la période d'été, et ce, pour les couvertures d'assurance vie (vie de base, vie de personnes à charge, mais non pas vie additionnelle) et d'assurance invalidité de longue durée.

Interne

Le Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke - CSN
819 564-6350 poste 330 - specsCSN@CegepSherbrooke.qc.ca

Le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de 53 \$ en 25 ans

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Un petit dollar par semaine: c'est la toute l'augmentation réelle du pouvoir d'achat que le travailleur moyen canadien a pu obtenir en 25 ans au Canada. Une stagnation qui cache aussi de fortes inégalités qui rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres au pays.

Dans le dernier grand volet du recensement 2006 dévoilé hier par Statistique Canada (SC), on apprend en effet que les gains médians des Canadiens travaillant à temps plein toute l'année ont à peine bougé d'un chouïa depuis 1980. Au Québec, ils ont baissé de 5,5 %.

Traduits en dollars de 2005, les travailleurs canadiens (qui représentent essentiellement la classe moyenne) gagnaient 41 348 \$ il y a 25 ans. Aujourd'hui, la somme s'élève à 41 401 \$.

Une différence de 53 \$ qui représente à peine de quoi faire un plein d'essence.

Dans la province, le travailleur de cette catégorie gagnait pour sa part 39 938 \$ en 1980, contre 37 722 \$ en 2005.

Cette somme classe le Québec au quatrième rang dans le tableau des gains médians.

À l'échelle nationale, l'apparente stabilité des gains médians traduit mal la situation réelle de plusieurs Canadiens. Car les 20 % de travailleurs qui composent le quintile supérieur des revenus d'emploi ont vu leurs gains augmenter de 16,4 % en 25 ans. Il y a ainsi 6,5 % des travailleurs à temps plein qui gagnent aujourd'hui plus de 100 000 \$.

SUITE DE LA PAGE 1

ans, ajoute René Morissette, économiste senior à Statistique Canada. Mais l'analyste relève une particularité dans la situation québécoise.

Statistique Canada a en effet observé qu'en ce qui concerne les revenus médians (salaire, prestations, placements, etc.) avant impôt des familles de deux personnes et plus, le Québec vit une situation inversée de la moyenne nationale.

Entre 1980 et 2005, ces familles ont noté une augmentation de leurs revenus de l'ordre de 7,5 %, pour atteindre 59 700 \$. La quintile le plus haut a des revenus de 125 000 \$ (une augmentation de 13 %), et le quintile le plus bas engrange 23 800 \$ (+ 23 %).

Dans cette même catégorie des revenus des familles, la moyenne nationale indique quant à elle que les mieux nantis ont eu une bonification de 23 % de leurs revenus, contre 15 % pour les moins bien nantis (médian de 11,1 %).

«Cela tend à démontrer que la croissance des inégalités a été moindre au Québec qu'ailleurs au Canada en ce qui concerne le revenu familial», estime M. Morissette.

Sauf qu'il ne faut pas se leurrer: si les revenus des familles augmentent, c'est simplement parce que les femmes sont plus présentes sur le marché du travail. «L'individu ne gagne pas plus qu'en 1980. Les salaires des travailleurs ont peu changé au fil des ans. Mais la présence des femmes fait en sorte qu'il y a maintenant davantage de couples avec deux gagnains. Ils ont de meilleurs revenus mais doivent faire des sacrifices dans leurs loisirs.»

Mouvements

Plusieurs facteurs expliquent cette stagnation relative des gains des travailleurs, indique René Morissette. «On ne sait pas exactement pourquoi les gains sont stables, mais il y a quatre facteurs qui entrent en ligne de compte.»

TRAVAILLEURS

alors que les syndicats assurent des salaires au moins 10 % plus élevés selon M. Morissette.

«Ces changements ont tous fait augmenter ou baisser les salaires depuis 25 ans, dit-il. Mais comme plusieurs sont survenus à peu près au même moment, on n'arrive pas à déterminer lequel fut le plus important. Par exemple, le commerce international a pu stimuler la création de bons emplois, mais les échanges ont fini par faire baisser les salaires.»

Impôts

Les données dévoilées hier permettent aussi de connaître pour la première fois dans le cadre d'un recensement le revenu après impôt des familles, ce qui donne un plus juste reflet de leur pouvoir de dépenser. Statistique Canada a calculé que 11,4 % de la population totale a un faible revenu une fois l'impôt payé. Quelque 900 000 enfants vivent ainsi dans la pauvreté.

Aussi, l'ensemble des familles économiques ont touché un revenu médian de 57 178 \$ après impôt.

On remarque de cette manière que le passage de l'impôt rétablit un peu le déséquilibre entre les quintiles des extrêmes. Avant impôt, les plus riches ont en moyenne 5,9 fois les gains des moins riches. Après impôt, le ratio est ramené à 4,8 fois.

«En apparence, le système fiscal joue son rôle de Robin des Bois, évalue Nicolas Marceau. Mais ça, c'est seulement si on tient compte de l'impôt traditionnel. Il y a toutes sortes d'autres impôts qu'on paie, la TPS, la TVQ, l'impôt foncier, où il n'y a à peu près aucune gradation. Au final, quand on regarde le portrait global, le système fiscal canadien n'est pas particulièrement redistribuant.»

Autrement, la montagne de statistiques rendues publiques hier indique aussi qu'il existe toujours un écart de 15 % entre le salaire des jeunes femmes de 25 à 29 ans et leurs collègues masculins du même âge; que l'écart entre les revenus d'emploi des immigrants récents et des Canadiens de naissance ne cesse de croître; que les mères de

par année. C'est le double de la proportion de 1980. À l'inverse, le quintile qui forme la marche des revenus d'emploi a subi une baisse de 20 %.

«C'est un chiffre important, même énorme, quand on parle d'un pouvoir d'achat diminué de 20 %, note l'économiste Nicolas Marceau, professeur à l'UQAM. C'est impossible de nier que les inégalités augmentent au pays.»

Tout comme il faut conclure que le Québécois «moyen», celui qui se trouve exactement au milieu de la distribution des revenus, s'est appauvri depuis 25

VOIR PAGE A 10: TRAVAILLEURS

Il cite l'introduction de l'informatique, qui a augmenté la demande de travailleurs qualifiés (salaires élevés) tout en diminuant celle des travailleurs non qualifiés (salaires bas); l'augmentation de la concurrence entre les entreprises, qui sont incitées à réduire les coûts de production et les salaires des employés; l'augmentation des échanges dans le commerce international; et finalement, la baisse du taux de syndicalisation,

famille monoparentale touchaient 36 700 \$ en 2005, soit le plus bas revenu médian de tous les grands types de familles économiques.

Statistique Canada produira un dernier rapport d'analyse du recensement dans un mois. Plus court, il concernera la question du logement, à peine effleurée dans le document d'hier.

Le Devoir

Le 2 mai 2008

PERSPECTIVES

53 piasses

Le pouvoir d'achat des travailleurs canadiens a augmenté de 53 \$ au cours des vingt-cinq dernières années, nous a appris Statistique Canada la semaine dernière. 53 piasses!?! Après vingt-cinq années de croissance économique dans l'un des pays les plus riches du monde!?! Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond en ce lendemain de 1^{er} mai, Fête internationale des travailleurs.

On ne peut pas dire que l'on ne s'en doutait pas un peu, mais la nouvelle a quand même produit son effet. Le revenu médian des Canadiens travaillant à temps plein toute l'année est passé d'un total de 41 348 \$ en 1980 (en dollars constants de 2005) à la rondelette somme de 41 401 \$ en 2005, soit une augmentation nette et totale de 53 beaux dollars (ou 0,13 %) au terme de vingt-cinq années bien comptées. Pour se consoler, on peut se rabattre sur le revenu total des familles dont la médiane a augmenté de 11,1 % durant la même période, essentiellement parce que les femmes sont plus présentes sur le marché du travail. Pour s'achever, il suffit de regarder l'écart des revenus qui ne cesse de se creuser entre le cinquième des travailleurs les plus riches (+ 16,4 %) et le cinquième des travailleurs les plus pauvres (- 20 %).



*Eric
Desrosiers*

Ces nouvelles statistiques ne font que confirmer les conclusions de nombreuses autres études canadiennes et internationales sur le sujet. Si l'on ne peut pas nier que la situation du chômage s'est grandement améliorée au Canada, et que l'importation des produits de pays comme la Chine a considérablement limité l'accroissement des prix, on constate néanmoins que les salaires des travailleurs n'ont fait que suivre l'inflation. La seule source d'enrichissement des ménages, ces dernières années, semble avoir été la forte appréciation du prix des maisons. Beaucoup choisissent également de consommer à crédit. Quant au problème des inégalités croissantes, il apparaîtrait que les transferts sociaux des gouvernements, mais surtout la fiscalité, n'ont jamais autant contribué à réduire les écarts de revenus, particulièrement au Québec, mais que la tendance du marché est tout simplement trop forte.

Le problème est que les travailleurs canadiens ne sont pas assez productifs et que les entreprises génèrent, par conséquent, moins de revenus à leur redistri-

Le Devoir, le 5 mai 2008

Les unions, qu'ossa donne?

Le troisième et dernier facteur explicatif avancé est la baisse du taux de syndicalisation. Ce commentaire avait une résonance particulière, l'étude de Statistique Canada ayant été dévoilée le 1^{er} mai, jour de la Fête internationale des travailleurs, mais il avait aussi presque l'air étrange tellement le mouvement syndical est rarement présenté, ces temps-ci, comme quelque chose d'utile à l'économie et à la société.

Il est vrai que la proportion des travailleurs syndiqués est passée d'environ 38 % à 31 % au Canada durant la période étudiée. Le gros de la diminution s'est produit dans les entreprises du secteur privé de la fin des années 80 à la fin des années 90. Le Québec a été un peu plus épargné que les autres provinces, en réussissant à maintenir un taux de syndicalisation de 40 %.

Une autre étude de Statistique Canada publiée en 2005 attribuait principalement ce recul à l'augmentation du nombre d'emplois autonomes, d'emplois professionnels, de gestion et du secteur des services où les taux de syndicalisation sont généralement faibles. Cette tendance n'a rien de rassurant, disent les statisticiens, puisque l'on observe généralement une corrélation entre, d'un côté, la présence de syndicats et, de l'autre, l'offre de meilleurs salaires et une plus grande égalité de revenu entre les hommes et les femmes. Il

sont pas assez productifs et que les entreprises gentent, par conséquent, moins de revenus à leur redistribuer, se sont risqués à expliquer des économistes la semaine dernière. C'est peut-être vrai que le Canada tire de l'arrière en matière de productivité par rapport à certains pays, mais cela n'a pas empêché son économie de carrément doubler durant la période qui nous intéresse (d'environ 650 milliards de PIB à 1250 milliards en dollars constants de 2002).

Les auteurs de l'étude de Statistique Canada proposent, plus sérieusement, trois grands facteurs explicatifs. Le premier est que l'évolution effrénée des technologies augmente la demande (et les salaires) de travailleurs qualifiés capables de s'y adapter rapidement. Malheureusement, l'inverse est aussi vrai en ce qui concerne la main-d'œuvre non qualifiée. Ce phénomène explique sans doute l'accroissement des inégalités, mais pas la stagnation des salaires puisque le niveau général de formation des travailleurs a quand même augmenté au Canada ces vingt-cinq dernières années.

Un deuxième facteur explicatif est l'accroissement de la concurrence nationale et internationale à laquelle font face les entreprises aujourd'hui et qui les incite à réduire autant que possible leurs coûts de production et les salaires de leurs employés. Ce phénomène est indéniable et n'a pas fini de se faire sentir à mesure où les économies émergentes comme la Chine et l'Inde continueront de se rapprocher des champs de compétence des pays développés, tout en continuant d'offrir à leurs travailleurs des conditions de travail bien inférieures à celles en vigueur dans les pays riches.

Enfin, pour de meilleurs salaires et une plus grande égalité de revenu entre les hommes et les femmes. Il ne serait pas exagéré d'ajouter à cela que les syndicats ont aussi historiquement joué un rôle important dans l'établissement de mécanismes de répartition de la richesse dans nos sociétés, et qu'ils sont aujourd'hui perçus, par plus d'un expert, comme un maillon important dans l'essentielle mise en place de processus d'amélioration continue dans les entreprises.

La présence de syndicats peut également avoir une influence positive sur au moins un autre des trois facteurs explicatifs cités par les experts de Statistique Canada. Lors d'un récent colloque international tenu à Montréal, plusieurs experts ont souligné que l'un des meilleurs moyens d'aider un relèvement des conditions de travail et des salaires des travailleurs dans les pays en voie de développement était d'y promouvoir le droit d'association et de négociation collective. Aucune organisation internationale, ni même aucun inspecteur gouvernemental, ne peut avoir une connaissance aussi fine des conditions réelles de travail dans les entreprises que les employés eux-mêmes. De plus, l'établissement d'un véritable rapport de force entre employés et employeurs reste l'un des meilleurs moyens d'obtenir un compromis raisonnable entre les partis.

Mais il faudra du temps, beaucoup de temps, avant que cela n'aboutisse à des améliorations telles, en Chine ou au Guatemala, qu'elles auraient un impact positif sur nos propres salaires. D'ici là, il faudra trouver d'autres moyens de gagner plus que 53 piasses en vingt-cinq ans.

Le 25 avril 1989

Monsieur Claude Métras
Président du Conseil d'administration
Collège de Sherbrooke
475, rue Parc
Sherbrooke, Québec
J1H 5M7

Objet: Calendrier scolaire 1989-1990

Monsieur,

Nous avons pris connaissance du calendrier scolaire de la prochaine année académique adopté lors de la dernière séance du Conseil d'administration.

Les enseignantes et les enseignants réunis en Assemblée générale le 19 avril 1989 demandent à la direction du Collège de reconsidérer cette décision, afin d'assurer une semaine de relâche à la session d'automne et minimalement la journée de relâche qui a été accordée cette année.

Assurés de votre collaboration,


Clermont Olivier,
Secrétaire.

CO/mb

cc: Paul Gervais, directeur général du Collège
Jocelyn Vallée, D.S.P.
Jean Jeannotte, dir. ressources humaines



La lecture au quotidien

par Jacqueline Rodrigue

Photos : Maxime Picard

Il arrive que de nos syndicats s'impliquent dans la communauté et que cela mène à de très belles initiatives. C'est le cas en Estrie. Le syndicat des travailleurs de Kruger et celui des enseignantes et des enseignants du cégep de Sherbrooke ont mis la main dans leurs caisses syndicales pour contribuer, avec d'autres partenaires, à l'achat d'exemplaires du journal *La Tribune*, afin qu'il serve d'outil pédagogique et à contrer le décrochage scolaire. Le projet est déjà victime de son succès et, disons-le, nous sommes bien loin du préjugé « les syndicats, ça ne sert qu'à faire la grève ».



Vendredi 19 octobre, 8 heures du matin, branle-bas dans la classe de Suzanne Tarte qui enseigne à l'école Hélène-Boullé, à Sherbrooke. Le quotidien *La Tribune* est disposé sur une table à l'entrée de cette classe de 5^e année, comme tous les matins. Les enfants, qui ont 10 et 11 ans, entrent et prennent chacun un exemplaire du journal. Au tableau, trois noms sont inscrits, ce seront les journalistes du jour.

Ces derniers auront jusqu'à 8 h 15 pour choisir un article et en faire un résumé pour la classe. Je suis étonnée par les sujets choisis : « Une 6^e nuit de solidarité pour les sans-abri », « Le retour de Bhutto marqué par un double attentat » et « L'ADISQ s'oppose au changement de formule musicale de Génération Rock ». Pendant qu'ils se préparent, les autres élèves lisent leur journal, font des mots croisés, le sudoku... Chacun le parcourt selon ses intérêts.

Tandis que Charles-Antoine résume oralement devant toute la classe, 28 élèves, son article portant sur les sans-abri, Suzanne l'arrête pour demander aux élèves : « C'est quoi un sans-abri ? » Un élève répond : « C'est quelqu'un qui n'a pas de maison. » Plus tard, à la question : doit-on agir pour aider les sans-abri ?, un autre racontera l'expérience de sa mère, qui a vécu un certain moment en France et qui aidait, à l'occasion, un sans-abri qu'elle côtoyait dans son quartier. Un autre élève évoquera

ses souvenirs alors qu'il habitait à Montréal. Il trouvait cela dur de voir dormir les gens dans la rue quand il allait au centre-ville avec ses parents. « J'aimerais pas ça être à leur place », a-t-il conclu.

Puis on reprend le même exercice avec les deux autres articles. Que signifie le mot exil, et un élève de répondre : « Pour moi, ce serait de vivre n'importe où sauf à Sherbrooke », et le mot attentat-suicide, et Agence France-Presse, et ADISQ ? Pour l'article concernant l'ADISQ, on y défilera les noms et les titres des maires, députés et directeurs d'organismes de la région.

Un effet d'entraînement

En un tour de main, on apprend la lecture, l'écriture, à faire des présentations orales, on développe l'esprit de ►



Les personnes impliquées dans le projet (de gauche à droite : Cynthia Morin de La Tribune, Jean Lacharité du Conseil central de l'Estrie, Louise Boisvert de La Tribune, Christian Lemay, directeur de l'usine Kruger de Brompton, Michel Tétreault du Conseil central de l'Estrie, Éric Labonté et André Forêt du Syndicat des travailleurs et des travailleuses des pâtes et du papier de Brompton-CSN, Catherine Ladouceur du Syndicat du personnel enseignant du cégep de Sherbrooke, Stéphane Trempe du syndicat des travailleurs des pâtes et du papier de Brompton. Le Service de la syndicalisation de la CSN, le Cégep de Sherbrooke et les trois commissions scolaires de la région, de Sherbrooke, des Hauts-Cantons et des Sommets, collaborent aussi financièrement à ce projet.

► synthèse et, en plus, le sens civique. On sent l'enthousiasme des enfants autour de cette activité quotidienne. Les élèves affirment qu'ils adorent partager les nouvelles avec les autres, qu'ils apprennent constamment de nouveaux mots, que leur vocabulaire s'enrichit, que ça leur rapporte de lire à voix haute devant leurs camarades, qu'ils apprennent des choses sur leur entourage. Même que certains d'entre eux parlent maintenant avec leurs parents des nouvelles qui les ont intéressés ou impressionnés. Aussi, un élève de dire : « Maintenant, je saisis mieux ce qui est plus important dans une nouvelle. »

Suzanne, leur enseignante, qui avait participé à la mise en place de ce projet pilote, il y a un an, est à même de constater la beauté de cet outil pédagogique. « Ce n'est pas comme avec un manuel, on touche directement au vécu des gens et il y a un effet d'entraînement. Les élèves qui n'aiment pas la lecture ou qui éprouvent de la difficulté développent des stratégies. Ils prennent des sujets qui les intéressent, par exemple le sport, ou encore, en début d'année scolaire, ils choisissent un petit paragraphe et on constate, en fin d'année, qu'ils lisent un long article. Cette activité est à leur portée et la progression qu'ils effectuent est tangible. »

On sent qu'elle aime bien aussi la possibilité que le journal lui donne d'explorer différentes avenues avec ses élèves. Un article dans lequel il est question d'un comportement antisportif ou un autre portant sur la

problématique des enfants abandonnés donneront tout autant de matériel pour discuter avec les enfants. Il n'y a pratiquement pas de limites. Cette activité fait de ses élèves des jeunes informés, mais pour elle, l'aspect le plus intéressant, c'est l'intérêt qu'ils lui portent. « L'an dernier, alors que nous avions une sortie à Québec, les élèves voulaient que l'on fasse notre activité de lecture de *La Tribune* avant de partir. C'est moi qui ai dû exiger une pause. »

Sans partenaires, impossible !

Ce projet nécessite tout de même de l'argent, et sans l'implication de partenaires, il n'aurait pu se réaliser à une aussi grande échelle. Mais comment les dénicher ? Au départ, ce projet est l'œuvre de la présidente-éditrice du journal *La Tribune*, Louise Boisvert. Avant d'occuper ce poste, elle avait rempli des fonctions de direction à la Commission scolaire de Sherbrooke.

Ses expériences l'avaient également mise en contact avec des gens ayant travaillé à des projets similaires en Finlande et au Brésil. « Je savais que le journal pouvait faire partie du matériel pédagogique, nous confie-t-elle. Dans la région, le décrochage scolaire est important et nous croyions pouvoir contribuer à le contrer », poursuit-elle.

L'an dernier, c'est la compagnie Kruger de l'arrondissement Brompton qui a accepté de participer financièrement à ce projet pilote avec *La Tribune*. Huit cents exemplaires du journal étaient distribués quotidiennement dans certaines classes de la région. Cette année, Kruger seule ne pouvait continuer à assumer ce projet, et c'est là que Louise Boisvert a dû trouver d'autres partenaires.

Lors d'une discussion à bâtons rompus avec Jean Lacharité, président du Conseil central de l'Estrie, elle lui en parle. Spontanément, il lui offre d'en jaser avec le syndicat



Victime de son succès

En cours d'entrevue, Cynthia Morin, coordonnatrice au tirage à *La Tribune*, explique qu'actuellement, ce sont 1400 exemplaires du journal qui sont dédiés aux élèves des trois commissions scolaires de la région et 250 au cégep de Sherbrooke. De nouvelles demandes provenant d'école rentrent constamment. *La Tribune* investit aussi dans ce projet, mais ne peut, dans la situation actuelle, augmenter sans cesse le nombre de journaux qu'elle vend à rabais. Elle fait tout cependant pour trouver des solutions. Quelque chose me dit que d'autres partenaires devront s'ajouter ! En attendant, madame Morin voit la possibilité d'offrir un exemplaire pour deux élèves au lieu qu'ils aient chacun le leur.

Pour Jean Lacharité et Michel Têtreault, vice-président du conseil central, déjà, ce projet prouve qu'il contribue à contrer le décrochage scolaire. Les progrès de lecture des enfants en font foi. « Quand on sait que les difficultés rencontrées dans l'apprentissage de la langue et de la lecture constituent un risque de décrocher, quel beau projet avons-nous là de mieux équiper les élèves afin qu'ils réussissent », de souligner Jean Lacharité.



des travailleurs de Kruger. Mis au fait, tout de suite, ce dernier s'intéresse au projet, amène la question en assemblée générale où un budget de 2500 \$ y est consacré, auquel s'ajoutent 1000 \$ provenant de la décision du comité exécutif de donner l'équivalent de six jours de libération syndicale.

À Brompton, l'usine Kruger produit le papier journal sur lequel est imprimée *La Tribune*. En entrevue, personne ne fait de cachette. S'il y a une fierté à s'impliquer dans un projet qui concerne les enfants de la communauté, autant *La Tribune*, Kruger que le syndicat des travailleuses et des travailleurs de Kruger y ont un intérêt : s'assurer à long terme d'un lectorat. *La Tribune* a réduit le format de son journal et fait face à une diminution de son lectorat, donc

du nombre d'exemplaires vendus. Cela n'est pas sans conséquence sur la production du papier journal. Tous croient qu'à long terme, ce projet leur rapportera. Comme le dira André Forêt, président du syndicat : « On œuvre dans le papier, nous ne pouvions pas dire non à ce projet. »

Et pourquoi pas au cégep ?

Le projet ayant pris son envol au primaire et au secondaire, rapidement Louise Boisvert et Jean Lacharité se sont demandé : pourquoi pas au cégep ? Le processus a été enclenché, Louise Boisvert contacte la direction et Jean Lacharité, le syndicat des professeurs.

Du côté du cégep, la situation est un peu différente. Comme l'ont souligné Sylvain Saint-Cyr, directeur général du cégep, et Catherine Ladouceur, présidente du syndicat des professeurs, au cégep, ce n'est pas le même niveau d'enseignement. Ici, ce projet se situe plus dans la poursuite des apprentissages, et on cherche notamment à enraciner la conscientisation citoyenne, car cela fait aussi

partie de la formation des étudiantes et des étudiants. « Lire le journal, c'est aussi une façon de s'éduquer. Nous souhaitons que lorsqu'ils quitteront le cégep, ils conservent cette habitude de lecture d'un quotidien », de dire Sylvain Saint-Cyr. De son côté, Catherine Ladouceur nous explique que le syndicat a également approché des professeurs afin qu'ils développent des projets spécifiques, entre autres dans les cours de sciences sociales et de communications.

Encore là, le syndicat a soumis ce projet à son assemblée générale, qui a accepté majoritairement d'y participer et d'en financer le tiers. Et *La Tribune*, disponible sur des présentoirs, s'envole tous les jours, ce qui semble un bon indice de réussite. En outre, comme nous le rapporte la présidente du syndicat, dans la classe où les immigrantes et les immigrants font l'apprentissage du français, le journal est utilisé comme outil pédagogique. Il joue donc également un rôle d'intégration dans le milieu.